

Alors monsieur Macron, crime

Par Abdelkader Leklek

Quand on pose un problème, soit on le résout, et c'est la finalité, soit on le complexifie en épaississant d'une couche de difficultés ses éléments. La singularité du problème du propos, c'est qu'il ne se pose pas de la même façon pour ses protagonistes des deux côtés de la Méditerranée. Les rejets, les acceptations, les ressentis, les vécus, les empreintes laissées et leur résilience. Les capacités à absorber les traumatismes et se réorganiser pour éventuellement aller

qualité d'interprète et conseiller aux affaires arabes, Massignon protesta et manifesta son indignation dans le parjure anglo-français et le manque à la parole donnée, cette fois-ci par les deux grandes puissances, aux Arabes de leur créer un royaume indépendant.

Cette parenthèse étant fermée, disons qu'il est toujours agréable de titiller l'autre sur ses références de vie. Sinon plus fécond que de le contrarier en campant sur ses modèles et ses fondements

Que cela concerne la période vichyste ou bien les crimes commis par la France colonialiste en Algérie, en Tunisie, au Maroc en Afrique, à Madagascar, en Indochine, particulièrement au Viêt Nam et dans toutes les zones du monde où la France avait guerroyé, l'histoire officielle française s'interdit elle-même d'en rendre compte sinon en qualifiant des drames humains par des euphémismes nocifs et toxiques.

vers une solution entendue des deux parties exigent des engagements résolus, où la moindre hésitation remettrait tout en cause. Pour, en définitive, différer continuellement un début de résolution. Cependant, quand les questions qui, présentement, sont de la sphère de l'impensé, voire de l'aire de l'impensable, comme dirait feu Mohamed Arkoun, sont stimulées pour rejoindre le domaine des possibles qui demeure toujours explorable, tout devient alors envisageable, voire accessible.

La mésintelligence sur le sujet traverse, en les perturbant, les histoires contemporaines de France et d'Algérie. Elle charrie moult visions, qui font qu'au final, les deux pays ne sont jamais arrivés à bout. Il me souvient avoir entendu, à ce sujet, Emmanuel Macron, lors d'un meeting de campagne électorale, pour le deuxième tour de la présidentielle qu'il remporta avec une large majorité, renvoyant l'extrême droite dans les cordes pour au moins un quinquennat, dire : «La confiance c'est l'affaire de l'autre.» Citant ainsi le philosophe de l'éthique, français d'origine lituanienne, Levinas. Ceci n'est pas un hasard, quand on découvre que le nouveau président de la République française côtoya la philosophie dans la proximité de Paul Ricœur, en qualité d'assistant éditorial ou de correcteur, pour son ouvrage *La Mémoire, l'histoire, l'oubli* (Seuil, 2000). Ces deux philosophes ont en commun d'avoir travaillé sur l'éthique inspirée de la Torah et du Talmud. D'ailleurs ceux d'entre les chercheurs qui avaient osé la comparaison entre les deux penseurs conclurent tous avoir abouti à un champ complexe où se confondraient les deux sages.

Par ailleurs, même s'il est d'usage qu'en France, il a toujours été admis que les promesses politiques n'engageaient que ceux qui les écoutaient, rappelons tout de même un principe bien de chez nous, qui fait de la parole donnée également une référence de vie. Ainsi, dans la même filiation d'entendement, un autre Français, philosophe à ses heures, le sociologue moine mystique-soldat, Louis Massignon, en avait fait le titre de son livre recueil d'articles, pour exposer son malaise face à cette parole donnée par les Britanniques aux Arabes de les débarrasser de la colonisation de l'empire ottoman et qui, finalement, ne sera pas tenue. Bien qu'il participa avec le grade de capitaine aux accords Sykes-Picot dès 1917, en

propres pour l'amener à tenir ses promesses. Au-delà de toute autre considération, cette façon de procéder constitue un point de connexion-partage. En la circonstance, ce fut un moment d'histoire. Pas dans le sens de : ce qui a été. Comme le dit encore une fois Paul Ricœur, en définissant l'histoire, dans son livre cité plus haut, auquel aurait collaboré Macron. Mais entendu, comme un instant marquant, un moment mémorable. Toutefois, pour ce qui concerne un pareil fait historique, épisode baliseur dans une relation souvent chahutée, passé un délai de grâce accordé à son auteur, il lui faut mettre la forme pour que ce qui fut une déclaration déterminante devienne réalité. Ainsi est-il demandé au nouveau président de la République française d'honorer la parole donnée lors de sa visite à Alger, le 13 février 2017.

Ce jour-là, il déclara : «La colonisation fait partie de l'histoire française. C'est un crime, c'est un crime contre l'humanité, c'est une vraie barbarie et ça fait partie de ce passé que nous devons regarder en face en présentant aussi nos excuses à l'égard de celles et ceux envers lesquels nous avons commis ces gestes.» Il conclura en affirmant ne pas vouloir «balayer tout ce passé».

Par-delà la diversité des significances dans les termes de cette puissante sentence, qui, du reste, s'emboîtent parfaitement, chacun de ses éléments renferme une complexité à fortes conséquences juridiques, morales et politiques. Politiquement, les Français continuent de vivre dans le déni de leur propre histoire contemporaine. Pour décrypter cette attitude, quelqu'un qualifiait cette infranchissable posture de soustraction à la réalité, de «ce passé qui ne veut pas passer». Que cela concerne la période vichyste ou bien les crimes commis par la France colonialiste en Algérie, en Tunisie, au Maroc en Afrique, à Madagascar, en Indochine, particulièrement au Viêt Nam et dans toutes les zones du monde où la France avait guerroyé, l'histoire officielle française s'interdit elle-même d'en rendre compte sinon en qualifiant des drames humains par des euphémismes nocifs et toxiques. Cette attitude fait encore beaucoup plus de mal aux victimes qui les ont subis et à tous leurs descendants. Pour occulter la colonisation de peuplement de l'Algérie, la plus violente forme des hégémonies, avec son enfilade de représen-

sions, de bouleversements dans les structures sociétales, de calamités de tous genres, d'humiliations, d'indignités, de brutalités, de violences, de représailles, de bannissements, de déportations et d'enfumades. On sera passé de la qualification de colonisation pacifique, aux événements d'Algérie, pour enfin reconnaître qu'il y eut la guerre d'Algérie. Ce dernier temps aura duré 45 ans de tergiversations, de 1954 à 1999. Puisque la France officielle ne reconnaîtra la guerre d'Algérie qu'en 1999 et encore dans le subterfuge, puisque dissimulée dans la loi numéro 99-882 du 18 octobre 1999 relative à la substitution sous l'expression «aux opérations effectuées en Afrique du Nord», ou encore «à la guerre d'Algérie ou aux combats en Tunisie et au Maroc».

Il s'agit en réalité d'une loi portant modification du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre. Oui, mais combien de temps est-il permis à l'être humain d'éluder sa propre vérité, qui s'impose à lui quoi qu'il entreprenne comme prétexte pour la fuir ? A chaque occasion qu'un politique s'y était aventuré, tous les autres avaient fait chorus pour déballer chacun sa tirade, souvent fumeuse et ne résistant pas au débat. Ainsi pour descendre Macron, en plus des ténors du Front national, des associations de pieds-noirs, à l'occasion porte-parole des harkis, qui tous sont dans leurs rôles, d'autres avaient foncé dans le ridicule, la tête dans le guidon.

A l'exemple de Benoit Hamon qui s'emporte et lance : «Je ne suis pas pour caractériser cela comme un crime contre l'humanité, parce que cela veut donc dire que l'on envisage qu'une cour pénale internationale puisse juger des Français pour crime contre l'humanité d'une part, et d'autre part que nous hissons cette blessure-là au niveau de la Shoah, du génocide rwandais, du génocide arménien. Je ne veux pas rentrer dans une forme de concurrence mémorielle.» Et de noircir le trait, en mettant à l'index le manque de sérieux d'Emmanuel Macron, en ajoutant : «Je trouve que cette affaire est grave, lourde, une folie, de renvoyer tous les pieds-noirs, tous les rapatriés à une responsabilité qui n'est pas la leur, en l'occurrence celle d'être des criminels contre l'humanité. Ce serait une folie.»

Le malheureux vainqueur de la primaire socialiste qui se classa cinquième à la présidentielle, sur onze candidats, avec deux millions de voix environ, quand le premier arrivé, sans parti politique, Macron, récoltait 8 656 346, confirmait la

Les politiques français nous opposent le cas arménien, la Shoah et le cas rwandais. Et après, il ne manquerait plus que nous déshumaniser et nous dépersonnaliser. Nous réifier. Les crimes contre l'humanité concernent élémentairement tous les humains, les Algériens y compris.

déconfiture du parti socialiste et la déculottée, jamais connue depuis plus de cent ans. Et bis repetita, Hamon fut battu à plate couture et fut éjecté de la course, lors du premier tour des élections législatives du 11 juin 2017. Ainsi, il entérinait avec ce baroud d'honneur la débâcle totale du parti de la rose désormais effeuillée, dont ne subsistent que les épines et la tige rabougrie. Solde de tout compte.

Venant d'une personne qui avait toujours été rétribuée en qualité de perma-

nent dans les jeunesses socialistes, jusqu'aux plus hautes sphères du parti socialiste, c'est-à-dire quelqu'un qui n'a jamais travaillé, donc une personne qui, jusqu'à preuve du contraire, demeure incapable d'empathie. D'où l'insignifiance de son propos. C'est le cas également de Bernard Accoyer, secrétaire général des républicains et ex-président de l'Assemblée nationale, qui objecta : «Ces propos constituent une insulte à l'histoire de France et à la mémoire de millions de Français. Ils n'honorent pas le candidat à l'élection présidentielle qui fait le choix de la repentance plutôt que celui d'une lecture objective de notre histoire. Une repentance toujours agitée par la gauche et l'extrême gauche, qui contribue malheureusement à la défiance d'une partie des nouvelles générations envers leur pays.»

Après ce bref échantillon de réactions politiques, somme toute, épidermiques. Disons avant de passer aux conséquences morales, qu'il faut bien des aveugles au pays des borgnes, sans quoi, ce ne serait pas un pays.

Moralement, c'est s'indigner quand ce qui doit être le comportement à adopter face aux drames humains continue d'être sélectif et exclusif, pour des motifs idéologiques ségrégationnistes, pas l'inverse. Les politiques français nous opposent le cas arménien, la Shoah et le cas rwandais. Et après, il ne manquerait plus que nous déshumaniser et nous dépersonnaliser. Nous réifier. Les crimes contre l'humanité concernent élémentairement tous les humains, les Algériens y compris. Alors faire du formalisme face à ce qui est juste et équitable, c'est adopter des positions turpides, piteuses et lamentables. Et même si mon approche paraissait simpliste, elle aurait pour le moins dévoilé ces discours et ces proférations discriminatoires envers des êtres humains, par d'autres êtres humains, dont le vil intérêt locomoteur reste d'être réélus, qui plus est, naïvement occulté. Mais pour qui prennent-ils les êtres humains doués de raison, ceux de la droite et de la gauche françaises ? Pauvre démocratie, quand tu sers de carpette essuie-pieds. Ont-ils peur de faire face à leurs électeurs, de leur faire violence en leur disant la vérité ? Alors que la vérité consiste en la reconnaissance de la violence faite aux Algériens par la France officielle, ses armées colonialistes et tous ses suppléants, durant un siècle et demi, sur des générations, et qui ne peut éternellement attendre.

Si en France la bien-pensance refuse de reconnaître des crimes dignes du retour à la barbarie après le siècle des lumières et la consécration des droits humains comme des crimes contre l'humanité, en se cachant derrière son petit doigt, ce n'est pas le fait du hasard. De construction jurisprudentielle, la notion de crime contre l'humanité a connu plusieurs développements au XX^e siècle, particulièrement depuis le procès de Nuremberg contre les criminels nazis.